

Quantifier les avantages économiques de l'amélioration de l'éducation dans l'UE

Eric A. Hanushek [Université de Stanford - hanushek@stanford.edu]

Ludger Woessmann [Université de Munich et institut ifo - woessmann@ifo.de]

Même si les résultats économiques potentiels justifient souvent les discussions sur les politiques d'éducation, une estimation de l'ampleur des gains est rarement disponible pour guider ces discussions. En se basant sur le rapport historique entre la réussite scolaire et la croissance économique, il est possible de quantifier les avantages économiques potentiels de l'amélioration de l'éducation induite par les objectifs éducatifs de l'Union Européenne. Par exemple, une augmentation des résultats des élèves de 25 points PISA dans l'UE devrait augmenter la valeur actuelle du PIB de l'UE de 71 000 milliards d'euros. En revanche, l'objectif plus restreint de l'UE de limiter la maîtrise insuffisante des acquis fondamentaux à 15% par pays aurait un impact de 5 000 milliards d'euros uniquement. Comprendre les implications des réformes de l'éducation requiert une attention particulière aux interactions dynamiques entre les écoles et la future qualité de la main-d'œuvre du pays.

Peu de gens doutent qu'une population bien éduquée profite à tous les pays. Mais beaucoup ne comprennent pas pleinement l'impact d'une éducation de haute qualité sur le bien-être économique. Dans un nouveau rapport, nous fournissons une analyse des avantages économiques de l'amélioration de l'éducation pour chaque pays de l'UE.

PROJECTION DES GAINS ECONOMIQUES DE DIFFERENTES REFORMES DANS LE FUTUR

L'analyse se concentre sur la relation entre la réussite scolaire, telle que mesurée par les scores du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA), et la croissance à long terme des pays. Des recherches antérieures montrent que les résultats des tests constituent un bon indicateur indirect des compétences de la main-d'œuvre d'un pays et que les trois quarts de la variation des taux de croissance à long terme d'un pays à l'autre peuvent être attribués à ces mesures quantitatives des résultats scolaires.

En utilisant la relation historique entre croissance et réussite scolaire, il est possible de faire des projections sur les conséquences économiques agrégées découlant de l'amélioration des résultats. Les projections prennent en compte les dynamiques de la réforme de l'éducation : il faut du temps pour réformer les politiques et les programmes éducatifs, les résultats des élèves mettent plus de temps encore à se manifester et l'économie ne s'adaptera que

lorsque les nouveaux travailleurs hautement qualifiés formeront une proportion notable de la main d'œuvre. Ces dynamiques impliquent que les gains économiques de l'amélioration des résultats prennent un certain temps à se réaliser.

Toutes les estimations sont calculées en termes de valeur actuelle donnant l'équivalent monétaire actuel des gains économiques futurs pour le reste du siècle. Les gains à court terme sont pondérés plus fortement que les gains ultérieurs en utilisant un taux d'actualisation de trois pour cent afin de tenir compte de la chronologie des gains de croissance. De toute évidence, les réformes d'ampleur ont des impacts économiques plus importants que les réformes affectant des segments plus limités de la population étudiante.

DES AMELIORATIONS GENERALISEES RAPPORTENT 71 BILLIONS D'EUROS DE PIB SUPPLEMENTAIRE

Le premier scénario considère une augmentation des résultats des élèves de 25 points sur l'échelle PISA (un quart d'un écart-type). Bien que difficiles, le Portugal, la Pologne et l'Allemagne ont déjà démontré que de tels gains sont réalisables. Si tous les pays de l'UE atteignaient cet objectif d'ici 15 ans, l'impact global sur l'UE se traduirait par une accélération de la croissance économique (de 0,5% par an) à long terme, ce qui ajouterait 71,0 billions d'euros au PIB par rapport au statu quo.

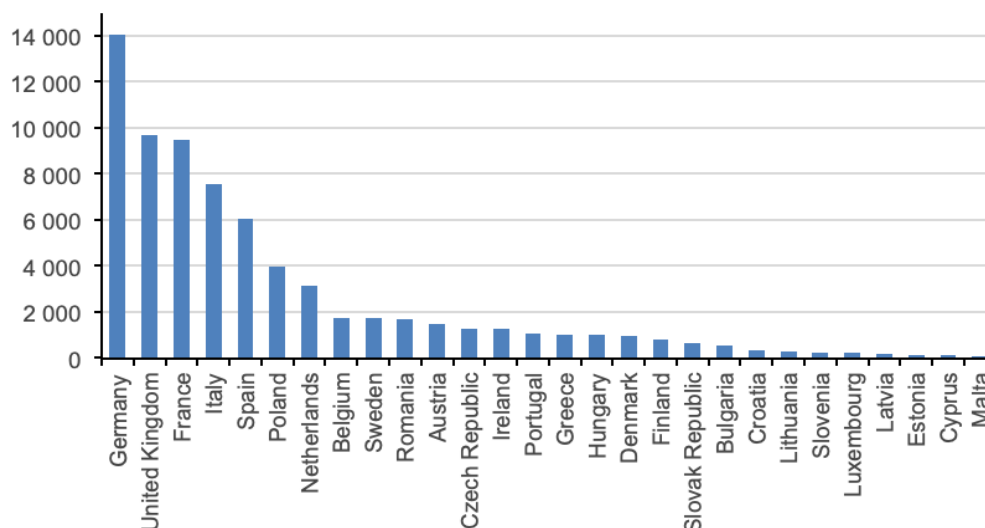
Cela représente un gain global pour l'UE de près de 3½ fois le niveau actuel du PIB et un PIB moyen sept pour cent plus élevé pour le reste du siècle. Le nombre présente les résultats de chaque pays pour ces résultats agrégés.

DES REFORMES MOINS AMBITIEUSES PRODUISENT DES GAINS PLUS FAIBLES

Le deuxième scénario amène tous les élèves peu performants au niveau de compétences de base nécessaire pour être compétitif dans l'économie d'aujourd'hui (considéré comme le niveau 2 aux tests PISA). Atteindre cet objectif augmenterait le PIB moyen au cours du 21^e siècle de près de quatre pour cent (37,9 billions d'euros). Les pays confrontés à un plus grand nombre d'étudiants peu qualifiés bénéficieraient d'améliorations proportionnellement plus importantes de leurs futurs résultats économiques. Une politique qui n'amènerait pas tous les élèves au niveau de compétences de base mais réduirait seulement leur taux à 15% dans chaque pays (reflétant l'objectif ET 2020 du cadre stratégique pour la coopération européenne dans le domaine de l'éducation et de la formation) n'aurait qu'un septième environ de l'impact agrégé.

Le troisième scénario correspond à l'objectif d'ET 2020, qui prévoit une réduction du décrochage scolaire à 10% au maximum dans chaque pays de l'UE. L'amélioration des compétences de tous les décrocheurs potentiels devrait augmenter le PIB moyen de 0,7% (7,1 billions d'euros) alors que le simple fait d'atteindre le seuil de 10% aurait un impact considérablement moindre (0,1%), car seul 11 États membres ont actuellement plus de 10 pour cent de décrocheurs.

Effet sur le PIB d'une augmentation de la performance moyenne de 25 points PISA



Notes : Valeur actualisée des futures augmentations du PIB jusqu'en 2100 en raison de la réforme, exprimée en milliards d'euros (PPA). Voir ci-dessous pour plus de détails.

Le quatrième scénario envisage d'élargir la fourchette supérieure des performances. Il garantit qu'au moins 15% des élèves de chaque pays atteignent le niveau 5 au test PISA. Bien que cela nécessite un ajustement limité pour les pays les plus performants, cela représente une augmentation substantielle dans les pays de l'UE qui commencent avec un déficit de performance. Au total, le PIB moyen serait supérieur de 0,5% (4,6 billions d'euros) au cours du reste du siècle.

AVANTAGES GLOBAUX DE L'UE

Étant donné l'interdépendance des économies de l'UE, les avantages d'une amélioration généralisée de l'éducation sont immédiatement évidents. Cette politique devrait donc être prioritaire pour les pays membres et pour l'UE dans son ensemble.

Pour plus de détails, voir : Eric A. Hanushek et Ludger Woessmann, *The Economic Benefits of Improving Educational Achievement in the European Union: An Update and Extension*. EENEE Analytical Report 39, September 2019, http://www.eenee.de/dms/EENEE/Analytical_Reports/EENEE_AR39.pdf.

European Experts Network on Economics of Education (EENEE)

Financé par la Commission européenne, DG Éducation, jeunesse, sport et culture

Publications de l'EENEE et informations complémentaires sur: <http://www.eenee.org>. – Coordination: CEPS - Centre for European Policy Studies, et ifo Institut – Leibniz-Institut für Wirtschaftsforschung, Universität München.



Erasmus+

© EENEE 2019. Tous droits réservés. Les opinions exprimées dans le présent document sont celles du ou des auteurs et non celles de la Commission européenne.